

Unité bidépartementale Eure Orne  
Cité administrative - Place Bonet  
CS 40020  
61013 Alençon Cedex

Alençon, le 17/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**RECYOUEST**

Les MANDATAIRES  
26 rue Julien  
61000 Alençon

Références : 61-2026-14  
Code AIOT : 0100000718

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/02/2026 dans l'établissement RECYOUEST implanté 13 Avenue de l'Industrie -- 61200 Argentan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Visite réalisée afin d'observer l'avancement des opérations d'évacuation des matières et déchets entreposés, dans le cadre de la cessation d'activité du site, suite à la liquidation judiciaire de la société RECYOUEST en juillet 2025.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RECYOUEST
- 13 Avenue de l'Industrie -- 61200 Argentan

- Code AIOT : 0100000718
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société RECYOUEST exerçait une activité de recyclage de plastiques agricoles. Le site est classé sous le régime de l'autorisation au regard de la nomenclature des installations classées pour les activités de traitement de déchets non dangereux.

#### Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

#### Thèmes de l'inspection :

- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Cessation d'activité	AP de Mise en Demeure du 03/10/2025, article 2	Consignation	15 jours
3	Moyens de défense incendie	AP de Mise en Demeure du 03/10/2025, article 4	Demande d'action corrective	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dissémination de particules de plastique dans l'environnement	AP de Mise en Demeure du 03/10/2025, article 1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les matières et déchets plastiques entreposés à l'extérieur des bâtiments ont été évacués en novembre 2025. Il subsiste toutefois des particules de plastiques au sol, qui devront faire l'objet d'un nettoyage supplémentaire.

Les matières plastiques entreposées à l'intérieur des bâtiments doivent être évacuées au plus vite, et le système de sprinklage doit être maintenu en état de fonctionnement tant que ces entreposages sont présents.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Dissémination de particules de plastique dans l'environnement**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 03/10/2025, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société RECYOUEST, SIREN 802 051 508, représentée le liquidateur SELARL C. BASSE prise en la personne de Me Christophe BASSE, est mise en demeure pour son site localisé 13 avenue de l'Industrie 61200 ARGENTAN de respecter dans un délai de <b>15jours</b> à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté les dispositions suivantes :</p> <p><u>Code de l'environnement, article D.541-361 :</u>  <i>« Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. [...] »</i></p> <p>Cette prescription sera considérée comme respectée lorsque l'exploitant aura :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• ou bien procédé à l'évacuation des déchets entreposés en extérieur, vers des filières dûment autorisées à les prendre en charge ;</li> <li>• ou bien, dans l'attente de ces évacuations, mis en place des dispositifs de confinement et de récupération prévenant la dissémination de particules plastiques dans l'environnement. Ces dispositifs doivent être adaptés à la taille des particules composant ces déchets.</li> </ul> <p><b>Constats :</b></p> <p>Le mandataire judiciaire en charge de la liquidation de la société RECYOUEST a informé l'inspection des installations classées que l'évacuation des déchets plastiques entreposés à l'extérieur des bâtiments avait été réalisée entre le 07 et le 14 novembre 2025 par la société VEOLIA. Selon le mandataire judiciaire, un nettoyage par aspiration de la zone d'entreposage a été effectué.</p> <p>Lors de l'inspection le 04 février 2026, il a pu être vérifié qu'il n'y avait plus aucun entreposage de déchets plastiques ou de matières plastiques à l'extérieur des bâtiments. Toutefois, il a été observé une présence significative de particules plastiques sur le sol au niveau de l'ancienne zone d'entreposage.</p> <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Le représentant de l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées des justificatifs sur la quantité et la destination des plastiques évacuées depuis le site (y compris des plastiques évacués depuis l'extérieur des bâtiments entre le 07 et le 14 novembre 2025 par VEOLIA).</p>

Le nettoyage de l'ancienne zone d'entrepasage extérieure doit être finalisé afin d'éliminer les particules de plastiques subsistant au sol.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Cessation d'activité**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 03/10/2025, article 2

**Thème(s) :** Situation administrative, Cessation d'activité

**Prescription contrôlée :**

La société RECYOUEST, SIREN 802 051 508, représentée par le liquidateur SELARL C. BASSE prise en la personne de Me Christophe BASSE, est mise en demeure pour son site localisé 13 avenue de l'Industrie 61200 ARGENTAN de respecter les dispositions suivantes :

Code de l'environnement, article R.512-75-1 :

« I.- La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 sur une ou plusieurs parties d'un même site. La cessation d'activité se compose des opérations suivantes :

1° La mise à l'arrêt définitif ;

2° La mise en sécurité ;

3° Si nécessaire, la détermination du ou des usages futurs selon les modalités prévues aux articles R. 512-39-2, R. 512-46-26 et R. 512-66-1 ;

4° La réhabilitation ou remise en état. Les installations temporaires créées exclusivement pour la réalisation d'opérations relatives à la cessation d'activité sur les terrains concernés sont réglementées en tant que de besoin par arrêté pris dans les formes prévues aux articles R. 181-45, R. 512-46-22 ou L. 512-12.

II.- Les obligations en matière de cessation d'activité relatives à une installation classée dont l'activité est réduite d'une manière telle qu'elle relève d'un autre régime restent celles applicables avant cette réduction d'activité. Lorsqu'une évolution de la nomenclature des installations classées conduit une installation à relever d'un autre régime, les obligations en matière de cessation d'activité sont celles du nouveau régime applicable.

III.- La mise à l'arrêt définitif consiste à arrêter totalement ou à réduire dans une mesure telle qu'elles ne relèvent plus de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 toutes les activités classées d'une ou plusieurs installations classées d'un même site, indépendamment de la poursuite d'autres activités sur le site et de la libération des terrains.

IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;

2° Des interdictions ou limitations d'accès ;

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux. En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en

sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.  
V.- En outre, l'exploitant doit placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, sur les terrains voisins de ceux concernés par la cessation d'activité.

VI.- La réhabilitation ou remise en état consiste à placer le ou les terrains d'assiette d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement dans un état permettant le ou les usages futurs du site déterminés, dans le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, de l'article L. 211-1, selon les dispositions, le cas échéant, des articles R. 512-39-2 à R. 512-39-3 bis et R. 515-75, R. 512-46-26 et R. 512-46-27 bis ou R. 512-66-1.

VII.- Lorsque la ou les installations concernées par la cessation d'activité continuent d'être le siège d'une activité qui ne justifie plus leur classement au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9, les mesures prises sur le fondement du 1° du I et du IV peuvent être adaptées, pour répondre aux nécessités de l'activité qui continue, selon les modalités précisées par l'arrêté ministériel prévu au III des articles R. 512-39-1, R. 512-46-25 et R. 512-66-1. »

Cette prescription sera considérée comme respectée lorsque l'exploitant aura :

ou bien justifié d'un cadre juridique compatible et de perspectives permettant d'envisager une reprise de l'activité ;(**délai : 1 semaine**) ;

ou bien adressé au préfet de l'Orne la déclaration de cessation d'activité au titre de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement, puis assurer la mise en sécurité du site et adressé les attestations prévues aux articles R.512-39-1 (ATTES SECUR) et R.512-39-3 du code de l'environnement (ATTES MEMOIRE).

La mise en sécurité du site comporte l'évacuation et la gestion hors site de l'ensemble des stocks de déchets et produits, notamment les déchets entrants de plastiques, les stocks de déchets triés et nettoyés et de produits finis ; (**délai : 1 semaine pour la déclaration de cessation d'activité, 3 mois pour l'évacuation des déchets et le dépôt de l'ATTES SECUR et 6 mois pour le dépôt de l'ATTES MEMOIRE**)

#### Constats :

L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 03 octobre 2025 ayant été notifié le 08 octobre 2025, le délai de trois mois prévu pour la remise de l'ATTES SECUR et l'évacuation des déchets est échu au 08 janvier 2026.

Lors de l'inspection du 04 février 2026, il a été observé que le chantier d'évacuation des matières et déchets plastiques entreposés dans les bâtiments avait démarré. Les balles plastiques sont manipulées à l'aide d'une chargeuse et évacuées hors site par camions. La durée du chantier est estimée à deux semaines environ. Les opérations d'enlèvement en cours portent uniquement sur les matières entrantes, la société A.D.I VALOR qui les prend en charge n'ayant pas pris d'engagement à ce stade sur les déchets prétraités. Selon les comptages effectués lors de l'inspection précédente (13 août 2025), les quantités entreposées de déchets triés-broyés seraient de 769 tonnes, les quantités de produits neufs et produits finis seraient de 99 tonnes.

La représentante du liquidateur a informé l'inspection des installations classées qu'elle avait missionné un bureau d'études afin de réaliser les démarches de cessation d'activité, mais l'ATTES SECUR n'a toujours pas été transmise à l'administration.

Le maintien de déchets pré-traités (présentant un risque significatif d'incendie) et l'absence de transmission d'ATTES SECUR constituent un non-respect de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 octobre 2025.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant doit transmettre l'ATTES SECUR à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Consignation
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 3 : Moyens de défense incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 03/10/2025, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>« L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens précisés comme ci-après :</i></p> <p><i>[...] • un système d'extinction automatique d'incendie de type « sprinkler », équipant les halls 1 à 5, adapté aux produits présents, conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux référentiels en vigueur. L'exploitant doit être en mesure de justifier de cette conformité. Ce réseau doit être équipé :</i></p> <p><i>de têtes d'arrosage réparties selon les risques à couvrir, actionnées par des thermofusibles ;</i></p> <p><i>d'une réserve d'eau de 550 m<sup>3</sup>, maintenue pleine en permanence et comportant un dispositif de vérification du niveau de remplissage ;</i></p> <p><i>d'un groupe motopompe thermique d'une capacité suffisante, alimenté par une cuve double peau de gazole de 173 litres ;</i></p> <p><i>Tout stockage est interdit à moins de 1 m des têtes d'arrosage du réseau « sprinkler ».[...]</i></p> <p><i>Les équipements de lutte contre l'incendie sont opérationnels, entretenus et maintenus en bon état aussi souvent que nécessaire, repérés et facilement accessibles en toute circonstance.</i></p> <p><i>Un plan des moyens de lutte contre l'incendie est tenu en permanence, de façon facilement accessible, à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. »</i></p> <p>Cette prescription sera considérée comme respectée lorsque l'exploitant aura justifié du maintien de l'état opérationnel du réseau de sprinklage ( alimentation électrique du local, remplissage de la réserve d'eau de 550 m3 et de la réserve de gasoil de 173 litres, maintenance, essais périodiques et vérifications réglementaires).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le représentant de l'exploitant n'a fourni aucun justificatif sur le maintien en état de fonctionnement du réseau de sprinklage (alimentation électrique du local, remplissage de la réserve d'eau de 550 m<sup>3</sup> et de la réserve de gasoil de 173 litres, maintenance, essais périodiques et vérifications réglementaires). Le représentant de l'exploitant n'était pas présent lors de l'inspection, mais des intervenants présents sur place ont affirmé que l'alimentation électrique du</p>

site avait été coupée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit maintenir le réseau de sprinklage en état de fonctionnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours